

ASS/FG/II/MG

2023-027

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 7 FÉVRIER 2023**

**OBJET : CAS D'AUTORISATIONS D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC  
DELIVRÉES A TITRE GRATUIT**

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 21	Nombre de votants : 30	Date de la convocation : 1 <sup>er</sup> février 2023
---	--	---------------------------	--

L'an deux mille vingt-trois le sept février à 18 heures et 30 minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Christine BÉNET, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Dominique JOLIS, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD

Avaient donné mandat :

Mme Christine BÉNET à M. Gérard FORCADA, Mme Bérengère LÉCÉA à M. William COMBES, M. Dominique JOLIS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Virginie JULIAN à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVAIRE

Date de la publication : 10 février 2023

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ

RAPPORTEUR : JEAN PAUL PUJOL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230207-2023-027-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/02/2023

Publication : 10/02/2023

Le Maire, Gérard Forcada



Vu l'article L. 2224-11-2 du Code général des collectivités territoriales ;  
Vu les articles L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

-L'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques établit le principe selon lequel toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance à la personne publique concernée.

Néanmoins cet article prévoit plusieurs exceptions à ce principe :

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous ;
- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même ;
- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'Etat chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics ou du contrôle aux frontières dans les aéroports, les ports et les gares ;
- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation permet l'exécution de travaux relatifs à une infrastructure de transport public ferroviaire ou guidé.
- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est soumise au paiement de redevances sous la forme de baux ou de licences consentis à titre onéreux autorisant l'exercice de pêche professionnelle ainsi que la navigation, l'amarrage et le stationnement des embarcations utilisées pour cette activité.
- En outre, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Dans ces cas précis, la commune a la possibilité de délivrer des autorisations d'occupation ou d'utilisation de son domaine public sans exiger le paiement d'une redevance.

Ainsi, et dans l'objectif de soutenir les actions en faveur des missions de service public et des missions ayant pour but de concourir à l'intérêt général, il est proposé au Conseil municipal de prévoir l'exonération du paiement d'une redevance dans tous les cas énumérés par l'article mentionné ci-dessus.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'autoriser** l'occupation ou l'utilisation du domaine public communal à titre gratuit dans les cas prévus par l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal à l'unanimité,**

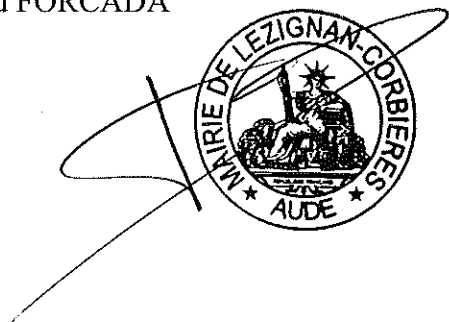
**Décide :**

**1/ D'autoriser** l'occupation ou l'utilisation du domaine public communal à titre gratuit dans les cas prévus par l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,  
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance  
Dominique JOLIS-PAILHIEZ

A handwritten signature in black ink, consisting of a horizontal line with a vertical stroke intersecting it and a small flourish at the end.

